

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 21/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ADHEXPHARMA

42-44 rue de Longvic
21300 Chenôve

Références : 2026-226
Code AIOT : 0005402599

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement ADHEXPHARMA implanté 42, rue de Longvic 21300 Chenôve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de l'inspection était de vérifier si la situation administrative de l'exploitant était toujours à jour au regard d'une éventuelle augmentation du stock de produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADHEXPHARMA
- 42, rue de Longvic 21300 Chenôve
- Code AIOT : 0005402599
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ADHEXPCHARMA est autorisée par l'arrêté préfectoral du 03 mars 2022 à exploiter sur le territoire de la commune de Chenôve des installations de fabrication de patchs et de films oraux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant respecte la quantité de Nicotine pouvant être stockée sur son site. Néanmoins, la dangerosité de cette substance a été modifiée. Par conséquent, le classement de l'exploitant n'est plus à jour. L'exploitant devra déposer un porter à connaissance concernant la situation administrative de l'ensemble des produits stockés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 1.2				
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative				
Prescription contrôlée :				
Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE listées dans le tableau ci-dessous. Les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques listées s'appliquent à l'installation : 2. Substances et mélanges liquides.				
Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime
4110-2	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins	Nicotine CAS n°54-11-4	2,1 T	A

	l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.			
--	---	--	--	--

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis par mail le 23/04/2026 la quantité de stock de nicotine (à savoir 1 172 kg) et la FDS de la nicotine. Il est indiqué à la rubrique 2.1 Classification de la substance ou du mélange que la Classification selon le règlement (CE) n° 1272/2008 est :

"Acute Tox. 2 H300 Mortel en cas d'ingestion.

Acute Tox. 2 H310 Mortel par contact cutané.

Acute Tox. 2 H330 Mortel par inhalation.

[...]"

Par conséquent, la nicotine ne dépendrait pas de la rubrique 4110-2 (Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et de ses composés) mais de la rubrique 4120-2 (Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition).

Le changement de dangerosité de la nicotine n'induit pas de cessation d'activité de l'exploitant sur cette activité.

L'exploitant déposera un porter à connaissance pour mettre sa situation administrative à jour vis à vis de l'ensemble des substances / mélanges / produits / déchets susceptibles d'être présents sur site.

L'exploitant intégrera dans son analyse la variabilité possible de qualité ou de caractéristiques des substances/mélanges qu'il est susceptible d'utiliser au regard de ses activités et de ses fournisseurs, et de l'impact de cette variabilité sur la classification CLP et ICPE des substances/mélanges. Par exemple, une même substance peut avoir une classification variable selon sa concentration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant pourra effectuer le porter à connaissance de ces modifications via le site prévu à cet effet :

<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R75904>

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant a transmis par mails datés du 23/04/2026 et du 24/04/2026, les états des stocks du site. L'exploitant dispose de deux états des stocks : un état des stocks du laboratoire (quantité présente entre 0.02 mg et 10 L par produit) et un état des stocks du reste du site (quantité présente entre 1kg et 700kg par produit). Ces états des stocks indiquent la localisation des produits, leur quantité, les derniers mouvements et les dates de péremption. <u>Observation :</u> L'état des stocks ne dispose pas des pictogrammes de danger, ni des mentions de danger. En cas d'incident sur le site, ces éléments complémentaires permettent d'adapter les solutions adéquates face aux risques. L'exploitant a transmis les FDS de la Nicotine datées du 26/09/2025 et du DURO TAK 387-2287 du 17/03/2026. Lors de la visite d'inspection, l'inspection a constaté le respect de la température des stocks, de l'incompatibilité des produits prévue par la rubrique 7.2 de la FDS de la nicotine, ainsi que le respect des moyens d'extinction appropriés, prévus par la rubrique 5.1 de la FDS du DURO TAK 387-228.
Type de suites proposées : Sans suite